

Madrid impose sa loi en Catalogne

L'indépendance de la région à peine votée, Mariano Rajoy a décidé de destituer le gouvernement catalan et de convoquer des élections régionales

MADRID - correspondance

Le ton était grave, à la mesure du caractère inédit des événements. «*Nous vivons une journée triste dans laquelle la déraison s'est imposée sur la loi et a fait tomber la démocratie en Catalogne*», a déclaré le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, vendredi 27 octobre en fin de soirée, avant de confirmer les mesures prises pour «*rétablir la loi, préserver la reprise économique et restaurer le vivre ensemble*» en Catalogne : destitution du gouvernement catalan, dissolution du Parlement régional et convocation d'élections le 21 décembre. La réponse de M. Rajoy à la déclaration d'indépendance votée au Parlement catalan plus tôt dans la journée se veut aussi ferme qu'expéditive.

Moins d'une heure après la proclamation de la république catalane à Barcelone par 70 des 135 députés régionaux, le Sénat a approuvé la mise sous tutelle de la Catalogne, par le biais de l'article 155 de la Constitution, voté à écrasante majorité : 241 voix pour, 47 contre, et une abstention. Le Parti populaire (PP, droite, au pouvoir), le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et le parti libéral Ciudadanos ont soutenu le recours à ce mécanisme exceptionnel, jamais utilisé depuis le retour de la démocratie.

La Bourse espagnole, qui vit ces dernières semaines au rythme des hésitations des indépendantistes, avait chuté de plus de 2 % après la déclaration d'indépendance : elle est remontée après la prise de contrôle de la région rebelle par Madrid, pour terminer la séance sur une baisse de 1,45 %.

Immédiatement publié au *Bulletin officiel* électronique, le texte a été présenté en conseil des ministres afin d'en prendre les premiers décrets d'application dans la soirée. A commencer par la destitution immédiate de leurs fonctions du président de la Généralité, Carles Puigdemont, du vice-président, Oriol Junqueras, et de l'ensemble des ministres régionaux, dont les fonctions ont été confiées aux ministères espagnols correspondants.

Pour s'assurer le contrôle de la police régionale, les Mossos d'Esquadra, un corps décrit par le processus indépendantiste mais indispensable pour maintenir l'ordre et la sé-

curité dans la région, M. Rajoy a annoncé la destitution de leur directeur, Pere Soler. Ce dernier a été le premier à montrer sa disposition à obéir à Madrid en confirmant dans la soirée par écrit son départ. Le chef des Mossos, Josep Lluís Trapero, mis en examen pour sédition par l'Audience nationale pour la «*passivité*» présumée des Mossos durant une manifestation contre la garde civile et la police nationale le 20 septembre et pendant le vote interdit du 1^{er} octobre, a quant à lui été démis de ses fonctions à la première heure, samedi 28 octobre, dès que le ministre de l'intérieur espagnol a assumé les compétences de la Généralité en la matière.

«RETOUR À LA DICTATURE» DE FRANCO

M. Rajoy a aussi annoncé la fermeture de sept «*ambassades*» catalanes à l'étranger – des bureaux de représentation politique à Paris, Londres ou Berlin qui ont été utilisées ces dernières années pour faire du lobbying en faveur d'un référendum d'autodétermination et de l'indépendance – ainsi que la destitution des délégués du gouvernement catalan à Madrid et à Bruxelles. Il a renoncé, pour le moment, à prendre le contrôle des médias publics catalans, comme le lui avaient demandé les socialistes.

Mais l'annonce la plus inattendue a été la convocation d'élections régionales le jeudi 21 décembre. Les indépendantistes catalans dénonçaient depuis des semaines «*le régime autoritaire*» de Madrid, parlaient d'un «*retour de la dictature*» de Franco, critiquaient la «*répression*», avertissaient de la volonté du gouvernement espagnol de «*détruire les institutions catalanes*». Calme, posé, Mariano Rajoy a balayé ces accusations en répondant à la sécession par la principale arme des démocraties :

la convocation d'élections, le plus vite possible, passé le délai légal de 54 jours entre la dissolution du Parlement régional et le scrutin. Il cherche ainsi à empêcher les indépendantistes de proclamer leur intention d'organiser une mobilisation de longue durée contre les «*forces d'occupation*» espagnoles.

La décision du gouvernement espagnol a été saluée par les principaux responsables politiques et médias. Pour le porte-parole du Parti socialiste catalan (PSC), Miquel Iceta, cela représente «*un rayon de lumière*» dans «*le jour le plus triste pour la décision erronée*

et irresponsable des indépendantistes.» Le PSC était le parti non-indépendantiste le plus réticent à l'application de l'article 155 car il est le plus exposé en Catalogne : alors que le PP ne gouverne qu'une seule mairie, et Ciudadanos aucune, les socialistes contrôlent plus d'une centaine de municipalités et ont reçu à ce titre de nombreuses pressions et menaces ces dernières semaines.

Le choix de limiter dans le temps au maximum la prise de contrôle des institutions catalanes répond, selon M. Rajoy, à «*l'urgence de rendre la voix aux Catalans pour qu'ils puissent décider de leur avenir et que personne ne puisse commettre d'illégalité en leur nom. Nous n'avons jamais voulu en arriver là et nous ne voulons pas que cela dure*».

«BRAS DE FER»

Mais elle est aussi symptomatique de la complexité de cette mise sous tutelle à distance, alors que les indépendantistes ont annoncé leur volonté de poursuivre leur «*bras de fer*» avec Madrid, comme l'a déclaré M. Puigdemont lui-même. En ne parvenant pas à empêcher le vote sur l'indépendance du 1^{er} octobre, et la déclaration d'indépendance de vendredi, l'autorité de l'Etat a été mise à mal. Pour les indépendantistes, l'enjeu est à présent de «*montrer qu'ils contrôlent le territoire*», explique un membre de la Gauche républicaine catalane (ERC).

Face à une possible résistance d'une partie des fonctionnaires à appliquer les ordres de Madrid et des manifestations attendues dans la rue, les élections convoquées par Madrid obligent ainsi les partis sécessionnistes à trancher. S'ils participent aux élections, ils reconnaissent de fait que la république catalane n'est qu'un mirage. S'ils s'y refusent, ils prennent le risque de se voir écarter des institutions durant les prochaines années.

Le pari est également risqué pour M. Rajoy, qui pourrait voir se répéter la configuration actuelle au parlement catalan, avec une nouvelle majorité indépendantiste. A moins que le processus séparatiste n'ait servi de vaccin aux plus modérés. La fuite de près de 1700 entreprises, qui ont démenagé leur siège hors de Catalogne depuis le référendum contesté et illégal du 1^{er} octobre, parmi lesquelles les deux grandes banques de Catalogne et

L'ANNONCE LA PLUS INATTENDUE A ÉTÉ LA CONVOCATION D'ÉLECTIONS RÉGIONALES LE 21 DÉCEMBRE

plusieurs grandes multinationales, ainsi que le refus de l'Europe à une reconnaissance de l'indépendance de la Catalogne, ont provoqué une vive inquiétude.

Le gouvernement espagnol se prépare à

des semaines difficiles. Dans le cas où les dirigeants régionaux se retrancheraient dans les institutions, Madrid compte sur la suppression de leur salaire pour les faire céder. La Moncloa, le siège de l'exécutif, précise en outre qu'ils ne pourront signer aucun document sous peine d'être accusé d'usurpation de fonctions.

La justice pourrait jouer un rôle clé dans la suite des événements. Le parquet espagnol prépare une plainte pour rébellion, un délit passible de 15 à 30 ans de prison, contre le président de la Généralité. La procédure pourrait s'étendre aux ministres régionaux et aux cinq membres du bureau du parlement, qui ont soumis au vote la résolution sur l'indépendance, malgré les avertisse-

ments des services juridiques quant à la violation de la Constitution manifeste du texte.

« *L'Etat dispose de moyens suffisants, pour, de manière pacifique et modérée, restaurer la normalité légale et dissoudre les menaces sur le vivre ensemble, à cherché à rassurer le chef du gouvernement.*

« *La Catalogne continuera d'être l'Espagne* », a assuré Pedro Sanchez, le chef du Parti socialiste, pour qui « *il n'y a aucun combat de gauche dans les rangs sécessionnistes, seulement de l'égoïsme.* » Il considère que la réforme de la Constitution, que le PP a accepté d'engager dans six mois, en échange du soutien des socialistes à la mise sous tutelle, afin d'apporter une réponse de fond à la crise territoriale, est une « *porte ouverte à l'espoir.* » ■

SANDRINE MOREL

Les indépendantistes veulent résister à la mise sous tutelle

Les dirigeants séparatistes entendent continuer à mobiliser leurs partisans en vue du scrutin régional convoqué par Madrid le 21 décembre

BARCELONE - envoyée spéciale

Le mouvement indépendantiste catalan affronte son plus grand défi : mobiliser ses sympathisants sur la durée et éventuellement, si la résistance face à Madrid l'exige, les pousser à la désobéissance et à l'insoumission.

Dans le cadre de la nouvelle stratégie et afin de résister à la mise sous tutelle décidée vendredi 27 octobre par le Sénat espagnol, l'Assemblée nationale catalane (ANC), une des plates-formes de mobilisation des séparatistes, a demandé aux 200 000 fonctionnaires de la Généralité de « *soutenir le gouvernement légitime* » de Carles Puigdemont et d'opposer une résistance passive aux instructions qu'ils pourraient recevoir dès l'application de l'article 155 de la Constitution, « *qui ne respecte pas les lois en vigueur* ». Quant au syndicat indépendantiste Inter-CSC, il parlait de convoquer une grève générale de onze jours, à partir du 30 octobre.

Il faut trouver un récit convaincant pour cette transition délicate. C'est une chose de frôler l'abîme, c'en est une autre d'y plonger. La grande force des rassemblements de ces dernières années a été leur côté pacifique, festif, en général les jours fériés sous un beau soleil. Il est aussi relativement facile de convaincre des étudiants de se mobiliser en permanence ; un peu moins de demander à des militants plus chevronnés, même les plus convaincus, de s'insurger contre les

mesures de Madrid et éventuellement d'en payer le prix.

« **Désobéissance civile massive** » Toute cette semaine, l'ANC et Omnium Cultural – l'autre grande organisation indépendantiste – ont organisé des réunions de fidèles dans toute la Catalogne pour expliquer ce qui risque de se passer dès la mise sous tutelle de la région.

La Candidature d'unité populaire (CUP), le groupuscule anticapitaliste – ils ne comptent que dix des 172 députés du Parlement régional –, qui regroupe le noyau dur du sécessionnisme, est allée un peu plus loin en appelant à une « *désobéissance civile massive* ». Après l'annonce des élections convoquées par le gouvernement espagnol, la formation a quelque peu modifié son message en proposant une « *paella géante* » le 21 décembre, le jour du scrutin.

Les consignes restent floues, il s'agit surtout de maintenir l'enthousiasme des militants. Les arguments répétés presque mot pour mot dans tous les meetings peuvent aussi se retrouver dans les espaces de débat de la télévision catalane, TV3, sur Twitter et dans les innombrables groupes WhatsApp et Telegram que partagent les militants.

Antoni Castella, par exemple, l'un des députés de la coalition indépendantiste Junts pel Si (Ensemble pour le oui), a rappelé au plus de 300 personnes réunies dans un théâtre du quartier de Gràcia, dans le centre de Barcelone,

lors de l'une de ces réunions organisées par l'ANC, que le référendum du 1^{er} octobre avait été « *un grand succès* » qui avait « *permis d'attirer l'attention internationale* ». Et qu'importe si l'Union européenne (UE) s'est mise du côté de Madrid, il ne s'agit que des « *institutions* » bruxelloises.

« **Lutte « entre le bien et le mal »** »

Le député nationaliste ne donne pas de détails : « *Nous luttons contre l'appareil de l'Etat.* » Il se dit même disposé à « *répondre au CNI* », les services de renseignement espagnols. Sourires complaisants dans l'assemblée. Il laisse surtout entendre, et c'est l'un des messages qui circulent le plus dans les réseaux indépendantistes, « *que tout a été prévu* » et que les militants pourront à nouveau contourner le dispositif mis en place par Madrid, comme ils l'ont déjà fait le jour du référendum.

Pour ceux qui auraient peur d'enfreindre les règles, M. Castella parle d'« *insoumission* » et non de désobéissance, comme

« *ceux qui ne voulaient pas faire leur service militaire* ». Il faudra bien, assure-t-il, « *assumer le coût d'une transition* » car « *personne n'a dit qu'avoir un pays serait gratuit* ». Le député termine en affirmant qu'il s'agit d'une lutte « *entre la démocratie et l'autoritarisme, entre le bien et le mal* ».

On est un peu plus radical dans les comités de défense de la République (CDR), créés pour organiser la logistique du référendum. « *Lors de notre dernière réunion, certains ont proposé de blo-*

quer l'accès à l'aéroport mais la plupart des participants ont trouvé que c'était une idée idiote », raconte Maria, qui va régulièrement aux réunions de son CDR à Sant Antoni, un quartier ouvrier du centre de Barcelone en pleine gentrification.

Les comités, la plupart dans les mains des radicaux de la CUP, essaient d'être plus transversaux et incluent également des militants de Barcelona en Comu, la formation de la maire de Barcelone, Ada Colau, et ceux de la mouvance du

parti radical de gauche Podemos qui ont eu dans cette crise une position ambiguë, favorable à un référendum négocié mais contre l'indépendance, que les séparatistes ont utilisée à leur avantage.

Attirer les « *comuns* », comme on appelle les sympathisants de M^{me} Colau, fait partie de la feuille de route des indépendantistes, à en croire un document saisi par la garde civile lors d'une perquisition chez Josep Maria Jové, l'un des proches du vice-président catalan, Oriol Junqueras.

Ces « *instructions* » ont été incluses dans les chefs d'accusation présentés par le parquet de Madrid contre les deux responsables indépendantistes – Jordi Sanchez et Jordi Cuixart, qui président les associations à l'origine de la mobilisation sécessionniste – mis en examen par l'Audience nationale de Madrid, qui les accuse de sédition. Elles parlent de « *transmettre l'idée d'une déconnexion tranquille* » pour achever de convaincre ceux qui hésiteraient encore. ■

ISABELLE PIQUER

Au Parlement catalan, une république « kafkaïenne »

L'indépendance a été votée à bulletin secret par crainte de poursuites

BARCELONE - envoyée spéciale

A la fin de la séance, chacun y est allé de ses selfies, afin d'immortaliser cette déclaration d'indépendance, aussi fugitive puisse-t-elle être. Vendredi 27 octobre, par 70 voix pour, 10 voix contre, et 2 votes blancs, les séparatistes catalans ont fini par adopter au Parlement de Barcelone une déclaration proclamant l'indépendance de la Catalogne et consommant leur rupture avec Madrid. Une victoire symbolique qu'ils savaient de courte durée avant la mise sous tutelle de la région par le gouvernement de Mariano Rajoy.

Dans l'enceinte, une certaine confusion régnait après ce vote. La joie l'emportait sur l'inquiétude parmi quelque 700 maires de l'association des municipalités indépendantistes, venus soutenir les parlementaires. « Où va-t-on ? Je ne sais pas. C'est ce que tout le monde se demande », avouait Jordi Bou, le maire PDeCAT d'El Papiol, un petit village de la grande banlieue de Barcelone. « Personne ne le sait mais nous comptons sur le soutien de la rue », a ajouté Josep Maria Bagot, membre de l'ERC et maire de la municipalité de Riells i Viabrea (province de Gérone). Il fallait surtout, affirme-t-il, « s'affranchir du joug de l'Espagne ».

Les députés indépendantistes s'étaient prononcés dans un hémicycle à moitié vide. Le vote a en effet été boycotté par les 52 élus du Parti socialiste (PSOE), de Ciudadanos (centre) et du Parti populaire (conservateurs au pouvoir à Madrid), qui ont quitté la salle en signe de protestation.

La résolution adoptée par le Parlement catalan constitue « la République catalane, comme Etat indépendant et souverain de droit, démocratique et social », qui doit défendre une nation « dont la lan-

LA RÉOLUTION VOTÉE VENDREDI CONSTITUE « LA RÉPUBLIQUE CATALANE, COMME ETAT INDÉPENDANT ET SOUVERAIN »

gue et la culture ont plus de mille ans » et qui « durant des siècles a eu ses propres institutions ».

Le document accuse l'Etat espagnol de n'avoir accordé à la Catalogne qu'une « autonomie administrative » et d'avoir exercé une « discrimination linguistique et culturelle » dans la région. Il demande à l'exécutif catalan de négocier sa reconnaissance à l'étranger, alors qu'aucun Etat n'a manifesté son soutien aux indépendantistes.

« Maintenir l'élan »

Le débat a été particulièrement dur. La chef de file de Ciudadanos, Inés Arrimadas, qui, la veille, avait qualifié la situation de « kafkaïenne », a dit que la résolution était une « attaque aux valeurs européennes ». La porte-parole de la coalition indépendantiste Junts Pel Si (« Ensemble pour le oui »), Marta Rovira, a affirmé qu'un « nouveau pays » ne pouvait pas « se faire du jour au lendemain ».

La tenue d'un vote secret, afin que le parquet de Madrid ne puisse identifier les députés favorables à la déclaration et les accuser de rébellion, a renforcé le caractère improvisé et dramatique de la séance. Il a fallu dépouiller les bulletins à la main. A un moment donné, la présidente du Parlement, Carme Forcadell, s'est trompée en comptant un vote blanc qui était en fait « un oui écrit tout petit ». Certains élus de

Catalunya Si que es Pot, la formation de la mouvance du parti de gauche radical Podemos, ont choisi de montrer le « non » de leur bulletin.

Le président de la Généralité, Carles Puigdemont, n'est pas intervenu lors de la séance, ce qui lui a été fortement reproché par l'opposition. Il a parlé après, du haut du grand escalier du Parlement, entouré des membres de son gouvernement, appelant les Catalans à rester « sur le terrain de la paix et du civisme », afin de « maintenir l'élan » de la Catalogne. Le vice-président et chef de file de la Gauche républicaine (ERC), Oriol Junqueras, lui, s'est adressé aux citoyens « inquiets et préoccupés » pour leur demander « d'avoir confiance dans la nouvelle république ».

Dehors, les militants se sont à nouveau mobilisés pour fêter la république. Ils étaient 17 000 sur la place Sant Jaume, face au siège de la Généralité, selon les estimations de la police municipale, bien moins nombreux que le 10 octobre à la suite de la décision de Carles Puigdemont de « suspendre » la déclaration d'indépendance.

C'est à la Généralité que le président Carles Puigdemont a tenu une dernière réunion avec ses conseillers – la première de la nouvelle république selon les médias de la mouvance indépendantiste – quelques heures à peine avant l'annonce de leur destitution par le premier ministre Mariano Rajoy.

Les rassemblements se sont dispersés dans le calme, peu avant minuit. Un incident violent était tout de même à signaler. Lors d'une petite manifestation en faveur de l'unité de l'Espagne, trois personnes ont été blessées, agressées par des ultras qui étaient allés casser les vitres de la radio catalane. ■

ISABELLE PIQUER

LE CONTEXTE

RÉACTIONS

Soutiens à l'Espagne

Les pays de l'Union européenne et les Etats-Unis ont apporté leur soutien à l'Espagne, après l'an-

nonce de la déclaration d'indépendance de la Catalogne, et de sa mise sous tutelle par Madrid vendredi 27 octobre.

«*Pour l'UE, rien ne change. L'Espagne reste notre seule interlocutrice*», a écrit Donald Tusk, le président du Conseil européen, sur Twitter, tout en appelant le gouvernement espagnol à «*favoriser la force de l'argument plutôt*

que l'argument de la force». Emmanuel Macron a déclaré que le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy avait son «*plein soutien*» pour «*faire respecter*» l'Etat de droit en Espagne. «*La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Espagne sont et restent inviolables*», a affirmé le porte-parole d'Angela Merkel, Steffen

Seibert: le gouvernement «*ne reconnaît pas une telle déclaration d'indépendance*». Les Etats-Unis ont exprimé leur soutien à «*l'unité*» de l'Espagne: «*La Catalogne fait partie intégrante de l'Espagne*», a indiqué la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert.